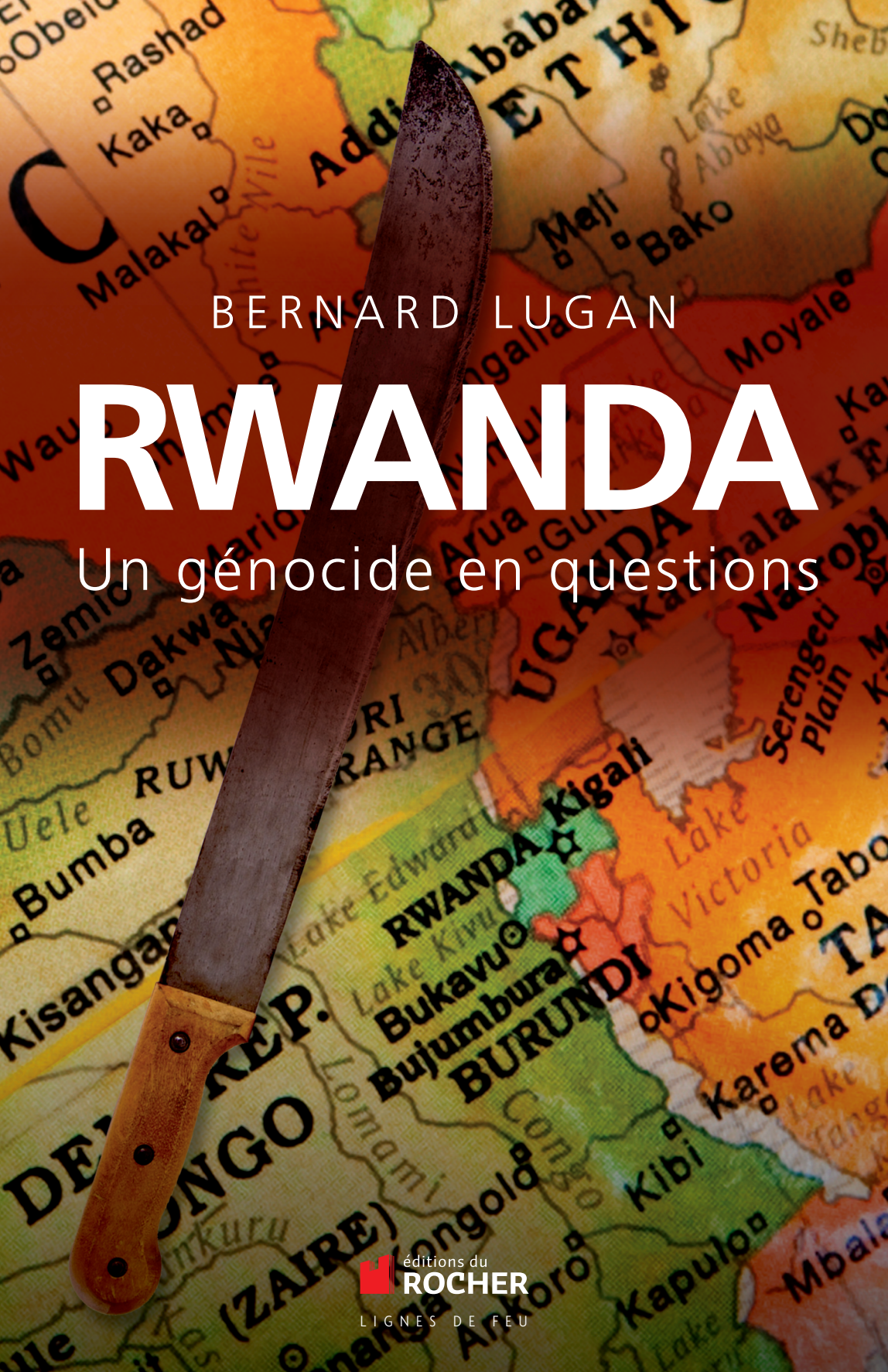


A map of East Africa, showing countries like Rwanda, Burundi, and Uganda. A machete with a wooden handle and a dark, slightly rusted blade is placed diagonally across the map, pointing towards the top right. The map features various geographical labels such as 'Lake Kivu', 'Lake Edward', 'Lake Tanganyika', and 'Lake Victoria'. The text 'RWANDA' is prominently displayed in large white letters, and 'BURUNDI' is visible below it. The overall tone is somber and historical.

BERNARD LUGAN

RWANDA

Un génocide en questions



éditions du
ROCHER

LIGNES DE FEU

RWANDA:
UN GÉNOCIDE
EN QUESTIONS

DU MÊME AUTEUR

- *Le Safari du Kaiser*, (récit), en collaboration avec A. de Lagrange, La Table Ronde, 1987.
- *Les Volontaires du roi*, (roman), en collaboration avec A. de Lagrange, Les Presses de la Cité, 1989.
- *Robert de Kersauson: le dernier commando boer*, éditions du Rocher, 1989.
- *Villebois-Mareuil, le La Fayette de l'Afrique du Sud*, éditions du Rocher, 1990.
- *Cette Afrique qui était allemande*, éditions Picollec, 1990.
- *Histoire de la Louisiane française: 1682-1804*, Librairie académique Perrin, 1994.
- *Afrique: de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire*, éditions Bartillat, 1995.
- *Afrique: l'histoire à l'endroit*, Librairie académique Perrin, 1996.
- *Ces Français qui ont fait l'Afrique du Sud*, éditions Bartillat, 1996.
- *Histoire du Rwanda: de la préhistoire à nos jours*, éditions Bartillat, 1997.
- *La guerre des Boers: 1899-1902*, Librairie académique Perrin, 1998.
- *Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2001.
- *Histoire de l'Égypte, des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2001.
- *God Bless Africa. Contre la mort programmée du continent noir*, éditions Carnot, 2003.
- *African Legacy. Solutions for a community in Crisis*, Carnot USA Books, New York, 2003.
- *Rwanda: le génocide, l'Église et la démocratie*, éditions du Rocher, 2001.
- *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, éditions du Rocher, 2005.
- *Pour en finir avec la colonisation (l'Europe et l'Afrique XV^e-XX^e siècles)*, éditions du Rocher, 2006.
- *Rwanda. Contre-enquête sur le génocide*, éditions Privat, 2007.
- *Histoire de l'Afrique, des origines à nos jours*, Ellipses, 2009.
- *Histoire de l'Afrique du Sud, des origines à nos jours*, Ellipses, 2010.
- *Histoire du Maroc, des origines à nos jours*, Ellipses, 2011.
- *Décolonisez l'Afrique*, Ellipses, 2012.
- *Histoire des Berbères. Un combat identitaire plurimillénaire*, Bernard Lugan éditeur, 2012, www.bernard-lugan.com
- *Mythes et manipulations de l'histoire africaine. Mensonges et repentance*. Bernard Lugan éditeur, 2013, www.bernard-lugan.com
- *Les guerres d'Afrique. Des origines à nos jours*, Éditions du Rocher, 2013.
- *Printemps arabe: histoire d'une tragique illusion*, Bernard Lugan éditeurs, 2013, www.bernard-lugan.com

Bernard Lugan publie une lettre africaniste par internet *L'Afrique réelle*. Pour tout renseignement :

www.bernard-lugan.com et contact@bernard-lugan.com

BERNARD LUGAN

RWANDA:
UN GÉNOCIDE
EN QUESTIONS

Collection «LIGNES DE FEU»
dirigée par Daniel Hervouët

© Éditions du Rocher, 2014
ISBN 978-2-26807-579-2
ISBN pdf : 978-2-26808-238-7

PRÉSENTATION

Tout ce qui a été écrit au sujet du génocide rwandais et de ses causes est dépassé depuis que le postulat de sa programmation a volé en éclats devant le TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda)¹.

Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que ce génocide qui ne fut ni programmé, ni planifié, fut déclenché par l'attentat du 6 avril 1994 qui coûta la vie au président Habyarimana du Rwanda. Or, de plus en plus d'indices concordants semblent montrer que ce dernier n'aurait pas été pas commis par des Hutu dits « extrémistes », mais tout au contraire par la fraction dirigeante tutsi actuellement au pouvoir à Kigali.

Ce génocide explosa avec une violence atroce car, entre 1990 et 1994, le FPR (Front patriotique rwandais actuellement au pouvoir au Rwanda) usa d'une stratégie de la terreur destinée à provoquer le chaos en exacerbant les haines ethniques. Plusieurs responsables hutu dits « modérés », furent alors assassinés, ce qui, à l'époque, provoqua la mise au ban du régime

1. Pour Peter Erlinder (2013) « The Prosecutor has not shown that Rwanda's ex-military or government conspired to commit genocide ». Professeur de droit à l'université du Minnesota, avocat du major Aloys Ntabakuze et ancien président de l'ADAD (Association des Avocats de la Défense au TPIR), Peter Erlinder vient de publier un fort volume (2013) dans lequel il a rassemblé une masse considérable de documents, notamment américains, concernant le génocide du Rwanda.

Habyarimana accusé d'avoir commandité ces crimes. Or, nous savons maintenant avec certitude que ces meurtres furent ordonnés par le FPR.

De même, des dizaines d'attentats (mines, grenades etc.,) furent attribués aux hommes de main du président Habyarimana, les fameux «escadrons de la mort». Or, il a été démontré, toujours devant le TPIR, que ces escadrons n'ont jamais existé et que ces attentats entraient eux aussi dans le cadre de la stratégie de rupture choisie par le FPR.

Nous savons également que les *Interahamwe* dont le nom est associé au génocide des Tutsi furent en réalité créés par un Tutsi devenu plus tard ministre dans le gouvernement tutsi du général Kagamé. Le chef des *Interahamwe* à Kigali était lui-même Tutsi ainsi que nombre d'infiltrés au sein de cette milice dont nous connaissons les noms et jusqu'aux pseudonymes. Leur mission était double : provoquer le chaos afin de créer l'irréversible et discréditer les partisans du président Habyarimana aux yeux de l'opinion internationale.

C'est à la déconstruction d'une histoire officielle frappée d'obsolescence qu'est consacré ce livre.

CHAPITRE PREMIER

COMMENT L'HISTOIRE OFFICIELLE DU GÉNOCIDE FUT-ELLE ÉCRITE ?

Le 6 avril 1994, le président Juvénal Habyarimana du Rwanda¹ se rendit à Dar es-Salaam, en Tanzanie, pour y participer à un sommet régional réunissant ses homologues Ali Hassan Mwinyi de Tanzanie, Yoweri Museveni d'Ouganda, Cyprien Ntaryamira du Burundi et George Saitoti, vice-président du Kenya. Le président zaïrois Mobutu se décommanda au dernier moment (Ngabanda-Nzambo, 2005)². La réunion terminée, le chef de l'État rwandais décida de rentrer dans son pays.

Vers 20 h 30, alors qu'il allait atterrir à Kigali, son avion fut abattu par deux missiles sol-air portant les références *04-87-04814* pour l'un, et *04-87-04835* pour l'autre. Fabriqués en URSS, ils faisaient partie d'un lot de missiles SA-16 IGLA livrés à l'armée ougandaise quelques années auparavant (Bruguière, 2006 : 38)³ (voir plus loin chapitre III).

1. Le Rwanda a deux grandes composantes humaines, les Tutsi, entre 10 et 15 % de la population et les Hutu.

2. Selon l'ancien ministre zaïrois de la Défense et conseiller spécial du président Mobutu en matière de sécurité, le président zaïrois aurait informé son homologue rwandais qu'un attentat le visant était imminent.

3. La bibliographie de cet ouvrage est référencée dans le texte ou dans les notes infrapaginales et elle se retrouve en fin de volume p. 269.

Trouvèrent la mort dans cet acte de terrorisme commis en temps de paix, deux chefs d'État en exercice, les présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, ainsi que deux ministres burundais, MM. Bernard Ciza et Cyriaque Simbizi. Parmi les victimes se trouvaient également le chef d'État-Major des FAR (*Forces armées rwandaises*), le général Déogratias Nsabimana, le major Thaddée Bagaragaza, responsable de la maison militaire du président rwandais, le colonel Élie Sagatwa, beau-frère du président Habyarimana et chef de son cabinet militaire, ainsi que l'équipage français composé de MM. Jacky Héraud, Jean-Pierre Minoberry et Jean-Michel Perrine, tous trois civils.

En quelques secondes le Rwanda se retrouva sans chef de l'État et sans chef d'État-Major. Le ministre de la Défense, Augustin Bizimana, était en mission à l'étranger; quant au ministre de l'Intérieur, Faustin Munyazeya qui faisait lui aussi partie de la délégation du 6 avril à Dar es-Salaam, il n'avait pas pris l'avion et il décida de ne pas rentrer au Rwanda.

Dans la nuit du 6 au 7 avril, l'APR (Armée patriotique rwandaise), la force militaire du FPR (Front patriotique rwandais) rompit unilatéralement le cessez-le-feu en vigueur et entama la conquête du Rwanda à partir de ses bases situées dans le Nord du pays et adossées à la frontière ougandaise. Cette offensive avait été minutieusement préparée avec installation de dépôts à proximité des lignes d'attaque.

Selon le capitaine sénégalais Amadou Dème, ex-officier de renseignement de la MINUAR (Mission des Nations unies pour le Rwanda) :

«La progression (du FPR) était rapide et cela prouvait qu'une opération planifiée avait déjà été fomentée avant l'abattage de l'avion. Le déploiement rapide du FPR dans les alentours de Kigali et la liberté de mouvement de ses troupes pour s'infiltrer, traverser la zone démilitarisée (dans le Nord du pays, voir la carte n° 8) et s'approcher de Kigali constituaient simplement les preuves que les forces gouvernementales étaient totalement surprises par

RWANDA: UN GÉNOCIDE EN QUESTIONS

les évènements. Le FPR avait tout planifié et était prêt depuis longtemps à reprendre la guerre.» (Dème, 2011 :193).

Nous savons aujourd'hui que tout était prêt depuis plusieurs semaines et que les hommes de l'APR n'attendaient qu'un signal pour se lancer à la conquête du Rwanda. L'attentat contre l'avion du président Habyarimana le donna.

Le 6 avril 1994, à Kigali, les FAR⁴ (Forces armées rwandaises) ne disposaient que de 5 bataillons de 400 à 800 hommes, chacun de valeur très inégale et totalement incapables à la fois de contenir une attaque de l'APR et d'assurer la sécurité de la capitale⁵. De plus, elles subissaient véritablement l'embargo sur les armes et ne purent même pas remplacer les munitions utilisées au combat.

Tout au contraire, l'APR ne souffrait d'aucune restriction de ses approvisionnements qui lui parvenaient depuis l'Ouganda. De plus, la sympathie internationale lui était largement acquise, les médias présentant ses hommes comme des combattants de la liberté luttant contre des forces dictatoriales et bientôt des «génocidaires».

Dans la journée du 7 avril, depuis son casernement du CND situé en plein centre-ville, l'APR lança une offensive à Kigali et attaqua le camp de la garde présidentielle (carte n° 6) (TPIR, -98-41-T, Dallaire, 23 janvier 2004, p. 6).

Au lieu de s'interposer avec les 2 539 hommes dont il disposait, le général Dallaire fit au contraire replier ces derniers

4. Les FAR étaient composées de l'Armée rwandaise (AR) et de la gendarmerie nationale ; elles relevaient directement du ministre de la Défense. Le chef suprême des FAR était le président de la République. L'Armée rwandaise (AR) était dirigée par un chef d'État-Major assisté des responsables des quatre bureaux qui étaient le bureau du G1 (Personnel et administration), le bureau du G2 (Renseignement et intelligence), le bureau du G3 (Opérations militaires) et le bureau du G4 (Logistique).

5. Entretien avec le colonel Jean-Jacques Maurin, adjoint opérationnel du chef de la Mission d'assistance militaire (MAM) française et conseiller du chef d'État-Major des FAR.

dans leurs cantonnements. L'aéroport dont l'ONU avait la garde fut abandonné ainsi que la route y menant, ce qui permit à l'APR de développer sa manœuvre. Le matin du 8 avril, la jonction fut ainsi réalisée entre les colonnes de l'APR venant de la frontière ougandaise et les troupes casernées au CND.

Selon le capitaine Dème, ce fut le FPR qui eut l'initiative des massacres et non les « extrémistes hutu ». Selon son témoignage, dès le 6 avril dans la soirée :

« (...) ce qui est rarement rapporté, j'entendis des coups de feu secs qui avaient l'air ciblés de la vallée derrière le CND (casernement de l'APR) (carte n° 6), ce qui corroborera des infos arrivées plus tard comme quoi le FPR avait commencé à nettoyer la zone. Ce n'était pas encore la GP (garde présidentielle) qui tirait. Le FPR est ensuite sorti derrière l'hôtel Méridien pour se placer le long de la route principale entre Urugwiro et le circuit de Kimihurura, et se mit à creuser des tranchées le long de cette route. » (Dème, 2011)

Voilà qui expliquerait pourquoi, dès le 7 avril au matin, plusieurs dignitaires hutu allèrent se réfugier dans les ambassades étrangères, notamment à l'ambassade de France (voir l'annexe n° 11).

À Paris, dans la soirée du 6 avril, dès l'annonce de l'attentat qui venait de coûter la vie au président Habyarimana, l'État-Major des armées décida la mise en alerte des forces prépositionnées en Afrique centrale et de certains éléments spécialisés.

Le 8 avril une réunion se tint à Bruxelles, destinée à coordonner les opérations qui seraient menées par la France et par la Belgique. À 22 heures, un communiqué du ministère français des Affaires étrangères indiqua que :

« (...) devant les risques que présente la situation au Rwanda, des dispositions sont prises pour procéder à l'évacuation de nos ressortissants. »

Moins de deux heures plus tard, l'opération Amaryllis fut déclenchée. Ses objectifs étaient définis par un ordre de mission diffusé le 8 avril à 23 h 30 :

« (...) tenir et contrôler les installations de l'aéroport international de Kigali pour le 9 avril en fin de matinée; être en mesure, si les circonstances le permettent, de procéder dans un premier temps à l'évacuation d'une soixantaine de passagers dont le choix et l'acheminement jusqu'à l'aéroport relèvent de l'ambassadeur de France (...) le détachement français adoptera une attitude discrète et un comportement neutre vis-à-vis des différentes factions rwandaises. » (ETR, 1998, op. cité, t. II: 349).

Le colonel Henri Poncet, chef de corps du 3^e RPIMa fut désigné comme commandant d'opérations (COMOPS).

Le 9 avril, entre 01 h 27 et 01 h 29, quand quatre appareils français déposèrent 151 hommes sur la piste de l'aéroport de Kigali, l'opération Amaryllis entra dans sa phase active⁶. À 17 heures un premier avion C-130 décolla avec à son bord 55 personnes: 43 ressortissants français et 12 membres de la famille Habyarimana, dont la veuve du président.

Le 10 avril, la Belgique déclencha l'Opération Silverback, mais le débarquement des paras commandos belges aurait pu tourner au drame. Comme l'a raconté le colonel Henri Poncet, les soldats rwandais étaient très remontés contre les Belges qu'ils accusaient d'être pro-FPR. De plus, ils craignaient des représailles à la suite de l'assassinat des dix Casques bleus belges qui s'était produit le 7 avril (voir chapitre VIII, pp. 155-160). Le détachement des FAR en position dans la zone de l'aéroport disposait de pièces d'artillerie anti-aérienne et semblait déterminé à tirer sur les avions envoyés par Bruxelles. Le colonel Poncet fit alors positionner, à proximité de chaque pièce, un militaire français avec ordre d'abattre quiconque serait tenté d'ouvrir le feu sur les avions belges (ETR, 1998, op. cité, I, p. 260). Au total, 600 para-commandos belges renforcés le 11 avril par 400 autres prirent à leur tour position à Kigali et les évacuations aériennes se poursuivirent.

6. Pour tout ce qui concerne cette opération, on se reportera à Lugan (2005: p. 174-200).

Le 12 avril la situation à Kigali devint incontrôlable et la France décida de fermer son ambassade. Un convoi protégé fut organisé vers le Burundi qui permit d'évacuer 178 personnes. La journée du 12 avril fut également marquée par le départ à l'aube de l'ensemble du corps diplomatique français et des coo-pérants militaires vers l'aéroport. Tous quittèrent le Rwanda à 7 h 30 à bord de deux C-160.

Le 14 avril l'ordre d'évacuation final fut donné au lieutenant-colonel Maurin cependant que l'APR décrétait un cessez-le-feu unilatéral se terminant à minuit, ce qui permit d'achever l'évacuation des expatriés. Cette mission menée à son terme, les derniers parachutistes belges et français quittèrent le Rwanda, laissant les Rwandais face à eux-mêmes. Le 15 avril vit la fin de l'opération d'évacuation belge⁷.

À plusieurs reprises les FAR demandèrent un cessez-le-feu qui fut refusé par l'APR dont la stratégie était clairement de profiter du chaos. Le capitaine Dème écrit même que le FPR) avait une volonté de chaos humanitaire (Dème, 2011 : 193). L'APR rendit ainsi inopérante la police militaire chargée de la discipline au sein de l'armée et seule capable d'arrêter les déserteurs en ville, en attaquant Kami, son camp. Assiégée, cette unité ne fut donc pas en mesure d'intervenir contre les déserteurs. Quant à la seconde position attaquée, ce fut l'état-major de la gendarmerie, ce qui désorganisa totalement cette arme dont la fonction était la sécurité des personnes et des biens.

7. Le bilan de l'opération Amaryllis établi au 14 avril 1994 fait état de l'évacuation aérienne par la France de 1 238 personnes dont 454 Français et 784 étrangers, parmi lesquels 612 Africains dont 394 Rwandais (40 % Tutsi, 60 % Hutu). Parallèlement, 115 Français furent exfiltrés par la route vers le Zaïre et le Burundi. La Belgique évacua pour sa part 1 026 personnes dont 1 026 Belges, l'Italie et le Canada respectivement une centaine de personnes.

Au bout de quelques jours, l'armée rwandaise, paralysée par l'embargo sur les armes et les munitions qu'elle subissait, fut défaite⁸ et à partir du 20 avril l'APR s'imposa sur le terrain.

Du mois d'avril au mois de juin 1994, le Rwanda connut un génocide doublé d'une guerre atroce. D'immenses tueries se déroulèrent alors dans le pays, le génocide des Tutsi étant doublé d'un massacre de masse des Hutu par l'APR (Merelles, 2008).

LES TUTSI NE FURENT PAS LES SEULES VICTIMES

Selon F. Reyntjens, 600 000 Tutsi, soit 75 % de tous les Tutsi qui vivaient au Rwanda à la veille du 6 avril 1994 furent massacrés, ainsi que 500 000 Hutu⁹.

Selon les actuelles autorités de Kigali, il y eut très exactement 1 074 017 victimes (*Dénombrement des victimes du génocide. Analyse des résultats*, Kigali, République rwandaise, mars 2001) dont 93,7 % de Tutsi, ce qui donnerait donc le chiffre de 1 006 353 Tutsi assassinés. Démographiquement cela est impossible puisque ce chiffre serait égal ou supérieur à la population tutsi totale du Rwanda de l'époque. Les Tutsi ne furent donc pas les seules victimes des tragiques événements.

Reyntjens donne l'exemple d'une colline dans la région de Gisenyi où sur 27 personnes tuées, une seule était Tutsi (TPIR-98-41-T, 21 septembre 2004, sans pagination).

8. Les FAR résistèrent à Kigali alors qu'elles n'avaient pas de réserves de munitions. À ce sujet, on se reportera au récit très documenté fait par le major Faustin Ntilikina (2008).

9. Reyntjens, F., « Estimation du nombre des personnes tuées au Rwanda en 1994 », in Maryse, S. et Reyntjens, F. (éds), *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 1996-1997*, Paris, p.182. Voir également : *Dénombrement des victimes du génocide. Analyse des résultats*, Kigali, République rwandaise, mars 2001.